

Notions : répartition socio-professionnelle, inflation des diplômes, déclassement, capital culturel/économique/social, configurations familiales

4- Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?

44- Quels sont les déterminants de la mobilité sociale ?

La mobilité totale peut être vue comme la somme de 2 composantes : la mobilité structurelle et la mobilité nette. Cette distinction permet de distinguer :

- **les causes économiques : la mobilité structurelle résulte du changement de la structure sociale, c'est-à-dire l'évolution de la répartition des professions**
- **les causes sociales : la mobilité nette est la mobilité qui s'explique par la plus grande fluidité de la société . La fluidité sociale est une notion qui veut mettre en évidence l'égalité des chances d'accès aux différentes positions sociales, quel que soit le milieu social. Elle se mesure par le rapport des chances relatives.** Cette plus grande fluidité sociale peut s'expliquer par plusieurs déterminants : les niveaux de formation et les ressources et configurations familiales

Comment l'évolution de la structure des emplois contribue à la mobilité structurelle ?

- La mobilité structurelle a plusieurs caractéristiques :
 - s'il y a transformation des emplois, il y a obligatoirement une mobilité sociale; l'immobilité totale est impossible
 - il n'y a pas forcément de compensation : tous les individus peuvent connaître en même temps une mobilité sociale ascendante ou descendante
 - cette mobilité s'impose aux individus, car certains emplois disparaissent et d'autres apparaissent
- Jusqu'aux années 1980, la mobilité structurelle est importante :
 - depuis les années 1950, la nature des emplois s'est transformée : un phénomène de salarisation, de tertiarisation, et d'élévation du niveau de qualification s'est opéré ([cf 12-L'évolution des structures socio-professionnelles depuis la seconde moitié du XX^e siècle](#)). Il y a eu une translation vers le haut de la structure des emplois : les emplois qualifiés et bien rémunérés ont donc vu leur nombre augmenter, alors que disparaissaient des emplois répétitifs et mal payés. Selon L. Chauvel, « au cours de la période de très forte croissance économique des 30 Glorieuses, il s'est produit une véritable révolution de la structure sociale. D'où un appel d'air extraordinaire pour les enfants nés dans les années 40 (...) Pour ces générations, l'escalator social a connu une prodigieuse accélération. »
 - La transformation de la structure des emplois impose alors des changements d'emploi entre les parents et les enfants. Les fils ne peuvent donc plus occuper la même position sociale que leur père. Comme les emplois offerts sont à un niveau hiérarchique supérieur, un grand nombre d'individus peut connaître une mobilité sociale ascendante : les individus des classes populaires ont une ascension sociale, alors que les individus des classes moyennes et supérieures connaissent une immobilité sociale.
- A partir des années 1980, cette mobilité structurelle est freinée. Chauvel écrit : « pour les générations suivantes, l'escalator social s'est arrêté, voire inversé. C'est cette panne qu'ont connue dans les années 80, les jeunes nés entre 1955 et 1965. Résultat, on commence à voir des accidents de parcours chez les enfants de cadres et de plus en plus de jeunes en situation plus difficile que leurs parents ». Plusieurs raisons expliquent ce ralentissement :
 - le phénomène d'ascension sociale devait automatiquement ralentir : c'est l'effet plafond. Dans les années 40, il y avait un grand nombre d'enfants d'agriculteurs ou d'ouvriers qui pouvaient donc connaître une ascension sociale. Dans les années 80, il y a beaucoup plus d'enfants de cadres et de professions intermédiaires qui ne peuvent donc connaître une promotion sociale.
 - la polarisation des emplois : la croissance des emplois qualifiés ralentit, des emplois intermédiaires sont détruits, des emplois peu qualifiés se créent. Les possibilités d'ascension sociale deviennent alors plus difficiles

Comment les niveaux de formation contribuent-ils à la fluidité sociale et à la mobilité sociale ?

□ en France le diplôme est essentiel pour connaître une ascension sociale. L'Ecole a alors un rôle essentiel :

- elle assure
 - un transfert de connaissances : l'Ecole transmet des savoirs et des compétences (communiquer dans sa langue maternelle et dans une langue étrangère, disposer d'une culture mathématique, scientifique et informatique,...)
 - elle dispense alors des qualifications validées par des diplômes
 - ce diplôme est la reconnaissance des capacités de l'individu ; ce diplôme doit lui permettre de s'insérer dans le marché du travail : l'école assure ainsi une fonction intégratrice par le travail.

□ Pour assurer une plus grande fluidité sociale, une démocratisation du système scolaire est mis en place en France à partir des années 1960. Avec la **démocratisation du système scolaire, l'objectif est de rendre le parcours scolaire des individus moins dépendant de l'origine sociale**.

- Il faut donc assurer une plus grande égalité des chances.
 - **L'égalité des chances a pour objectif de limiter l'effet de l'héritage (économique, social ou culturel) sur le destin de l'individu. Elle est basée sur deux principes :**
 - ✓ tous les individus doivent être traités de la même manière au départ.
 - ✓ En revanche, les inégalités à l'arrivée sont acceptées : l'inégalité de résultats est donc revendiquée.
 - **L'égalité des chances assure alors la méritocratie :**
 - ✓ le statut d'arrivée ne dépend plus du statut d'origine mais des capacités personnelles.
 - ✓ Les rétributions que l'individu retire de la participation à la société doivent donc être proportionnelles aux contributions qu'il lui apporte. R Boudon écrit ainsi : « il ne serait pas juste que celui qui n'a pas travaillé reçoive autant que celui qui s'est beaucoup efforcé ».
- des réformes de l'enseignement visant à rendre les parcours scolaires identiques sont alors mises en place :
 - L'augmentation de l'âge légal de l'obligation scolaire pour retarder l'âge du choix définitif d'orientation : la scolarisation était obligatoire jusqu'à l'âge de 13 ans en 1882, puis 14 ans à partir de 1936 ; depuis 1959, jusqu'à l'âge de 16 ans
 - L'uniformisation des parcours scolaires : jusqu'en 1975, trois filières étaient proposées aux élèves à la sortie de l'école élémentaire : une filière générale, une filière courte et une filière d'apprentissage. La loi Haby de 1975 crée le collège unique : le but est d'offrir le même enseignement à tous les élèves jusqu'à 16 ans.

□ Cette démocratisation assure une augmentation de la fluidité et donc la mobilité sociale quand elle est qualitative :

- **La démocratisation qualitative du système scolaire consiste à la baisse des inégalités face à l'école**
- **Un accès plus facile au diplôme pour tous quel que soit l'origine sociale, ethnique ou le genre devrait entraîner une augmentation de la fluidité sociale et donc de la mobilité sociale.**

□ Cependant, toutes les formes de démocratisation ne se traduisent pas par une augmentation de la fluidité sociale

- **La démocratisation correspond d'abord au développement de la scolarisation : un nombre croissant d'élèves poursuit des études de plus en plus longues.**
- Cependant, les inégalités scolaires peuvent augmenter avec le développement de la scolarisation, si la durée d'études des moins diplômés augmente moins vite que celle des plus diplômés.
- C'est la **massification : une partie de plus en plus importante d'une génération poursuit des études auparavant réservées à un nombre restreint d'individus, sans que les inégalités face à l'école diminuent.** La fluidité n'évolue pas.

□ Cette massification peut générer des effets négatifs qui réduisent le lien entre diplôme et statut social. En effet, le diplôme n'est pas une condition nécessaire et suffisante pour avoir une ascension sociale :

- Comme le nombre de diplômés augmente plus vite que le nombre de postes qualifiés :
 - **Il y a inflation des diplômes : la répartition hiérarchique des diplômes se modifie plus rapidement que la répartition hiérarchique des positions sociales. Cette inflation des diplômes entraîne la dévaluation des diplômes : la baisse du rendement du diplôme. La valeur du diplôme ne diminue pas nominalement (les compétences données par le diplôme restent identiques), mais réellement (il ne permet pas d'obtenir le même emploi).**
 - Comme les positions sociales élevées ne se sont pas multipliées, l'accroissement du nombre de diplômés se traduit par une **dévaluation : un même diplôme ne permet pas d'obtenir le même emploi.** Comme la croissance du nombre de diplômés du supérieur est toujours aussi forte, une partie d'entre eux ne pourra donc pas obtenir un emploi de cadre. Cette dévaluation ne touche pas tous les diplômes. Les diplômes qui n'ont pas connu une croissance rapide, c'est-à-dire qui restent rares, conservent la même valeur réelle : c'est le cas des diplômes des Grandes Ecoles où l'entrée est restreinte par rapport aux Universités.
- Cette inflation des diplômes explique le paradoxe d'Anderson. Dans les années 1960, en partant de données factuelles, Charles Anderson remet en cause le rôle du diplôme sur l'emploi :
 - en théorie, comme le diplôme influence la position sociale, la démocratisation de l'enseignement aurait dû se traduire par une augmentation des possibilités de

mobilité.

- Or, Anderson met en évidence que le lien entre diplôme et emploi se détériore : un enfant peut avoir un niveau de diplôme plus élevé que celui de ses parents sans avoir une position sociale supérieure à ceux-ci. Ainsi, en moyenne, les fils ont un niveau d'éducation supérieur à leurs parents mais une position sociale inférieure.
- Ce paradoxe explique le déclassement au sens de C.Peugny.
- **C.Peugny définit le déclassement comme le fait de ne pas pouvoir maintenir la position sociale de ses parents. C'est donc un phénomène intergénérationnel. Le déclassement a deux caractéristiques :**
 - ✓ **une démotion de statut social par rapport à ses parents (mobilité descendante)**
 - ✓ **un niveau de diplôme supérieur par rapport à celui de leurs parents**
- Selon Peugny, le déclassement est important. Dans « Le Déclassement (Grasset, 2009) », il met en évidence une érosion progressive des perspectives de mobilité des générations nées entre les années 1940 et 1960. « En 2003, parmi les individus âgés de 35 à 39 ans, 40 % reproduisent la position de leur père, 35 % s'élèvent au-dessus d'elle mais 25 % sont frappés par le déclassement. Parmi les individus du même âge en 1983, les proportions étaient respectivement de 42, 40 et 18 %. »
- E.Maurin a une définition plus restrictive du déclassement : un phénomène intragénérationnel qui se traduit par une perte de statut et de protection sociale. C'est donc le fait de perdre son emploi lorsqu'on est en CDI. Selon E.Maurin, le déclassement est un phénomène relativement rare : le risque de déclassement est très faible, puisqu'il ne concerne que 1 % environ de la population active (300 000 personnes en 2009). En revanche, la peur du déclassement existe. La société française est une société à statuts, compartimentée en une hiérarchie de statuts très inégaux face à l'avenir. Au sommet se trouve le CDI qui offre le maximum de stabilité et de protections (Sécurité sociale, retraite...). Cette protection crée la peur du déclassement. Même les titulaires d'un CDI sont anxieux car un licenciement, aussi improbable soit-il, entraînerait une perte immense. C'est le paradoxe de la protection de l'emploi selon Maurin : « Plus les statuts sont protégés, moins on les perd, mais plus on perd quand on les perd. »
- Selon Peugny cette conception du déclassement de Maurin est trop restrictive car elle est basée uniquement sur la perte de l'emploi. Or, il peut y avoir aussi déclassement quand on garde son emploi mais que celui-ci a des caractéristiques inférieures : salaire plus bas, tâches moins intéressantes

Comment les ressources familiales contribuent-elles à la fluidité sociale et à la mobilité sociale ?

Les ressources familiales, c'est-à-dire les différents types de capitaux détenus par les familles : le capital économique, le capital culturel et le capital social, influencent l'accès au diplôme et à la mobilité sociale

- Le rôle du capital économique : Raymond Boudon montre que les choix scolaires résultent d'un calcul coût-bénéfice différent selon le capital économique :
 - le système éducatif peut se comparer à un réseau complexe de voies ferrées reliées par des aiguillages. A chaque bifurcation, un choix est effectué par l'élève et sa famille. L'individu opère un calcul coût-bénéfice en intégrant 3 variables :
 - ✓ la réussite scolaire qui dépend des dons, des mérites et des capacités de travail de l'individu
 - ✓ le coût de cette scolarité et le risque d'échec. Plus les coûts seront forts, plus l'hésitation sera grande
 - ✓ les bénéfices attendus : ce que l'on peut attendre en termes d'emploi, de revenu ou de valorisation sociale d'un diplôme
 - les coûts et avantages de l'investissement scolaire sont appréciés de façon variable selon les milieux sociaux. Pour 2 enfants de réussite scolaire identique médiocre, il est rationnel pour l'enfant de classe supérieure de continuer des études longues ; et pour un enfant de classe populaire, de faire des études courtes. Les coûts ont toutes les chances d'être plus lourds dans les milieux défavorisés. Les bénéfices paraîtront aussi plus faibles pour les enfants de milieu favorisé.
 - Il y a donc **une auto-sélection : l'enfant et sa famille vont limiter leurs ambitions, non pas du fait d'un traitement injuste opéré par l'école mais parce qu'ils ne voient pas l'intérêt de poursuivre des études plus longues du fait de leur position sociale.**
- Le rôle des capitaux économique, culturel et social sur la mobilité sociale : l'analyse de P.Bourdieu
 - chaque famille en fonction de son groupe social est caractérisée par la quantité et la structure de son capital. Chaque espèce de capital peut se transmettre d'une génération à une autre et peut être convertie en une autre espèce de capital. Bourdieu distingue 4 formes de capitaux :
 - **le capital économique : il consiste en moyens matériels (le revenu et le patrimoine)**
 - **le capital culturel : il est transmis de manière continue aux enfants au cours de la vie quotidienne, mais aussi par la visite de musées, etc. Il est de trois types selon Bourdieu :**
 - ✓ **capital culturel objectivé : possession d'oeuvres d'arts, de monuments historiques, etc.**

✓ **capital culturel incorporé : aisance et maîtrise de la culture légitime : par exemple l'art de la conversation)**

✓ **capital culturel institutionnalisé : capital scolaire validé par le diplôme**

- **le capital social : l'ensemble des relations sociales dont la famille dispose.**

- **la résultante de ces trois capitaux est le capital symbolique : la reconnaissance, le prestige**

- La quantité et la structure du capital déterminent en partie l'habitus. L'habitus explique pourquoi les individus sont déterminés en partie par leur groupe social.
 - L'habitus désigne un système de dispositions durables et transposables à beaucoup de situations qui fonctionne comme un guide de perceptions, d'appréciations ou d'actions.
 - L'habitus montre donc, que contrairement aux visions déterministes de type marxiste et durkheimienne, l'individu n'est pas totalement passif : il contribue par sa liberté d'action, à la construction de son histoire.
 - Cependant, l'individu n'est pas libre totalement de ses actions : elles sont influencées par son habitus et par sa socialisation au sein d'un groupe social qui sont largement intériorisées donc inconscients.
 - L'habitus est élaboré dans le cadre de la famille et surtout lors de la prime enfance (socialisation primaire). Il est donc variable selon la classe d'appartenance (populaire, moyenne ou supérieure)
- Les différents capitaux peuvent contribuer à la mobilité sociale :
 - **Le capital économique** consiste en moyens matériels (le revenu et le patrimoine) Ceux-ci favorisent la réussite scolaire et sociale : l'achat de livres, le recours aux cours particuliers, les voyages linguistiques, etc permettent d'améliorer le niveau scolaire de l'individu
 - Le capital culturel joue aussi. En effet, l'Ecole valorise certains savoirs et en dévalorise d'autres : pour réussir scolairement, il faut donc maîtriser la culture scolaire développée par l'école. Or la culture légitime valorisée par l'école est celle des classes supérieures (cf cours de Première [Des socialisations socialement et culturellement situées](#))
 - ✓ Les enfants des classes supérieures disposent donc de la culture classique, valorisée à l'école. Les enfants originaires des classes supérieures héritent de savoirs et de savoir-faire, de goûts, dont la rentabilité scolaire est grande. Il y a donc totale adaptation entre culture scolaire et culture d'origine. La scolarité est facilitée par un processus d'enculturation (renforcement de leur propre culture).
 - ✓ Les enfants issus des classes moyennes développent un ethos de classe, basé sur l'ascension sociale et l'aspiration à la réussite à l'école. Les parents vont donc pousser leurs enfants à réussir leurs études. Ils ont donc des probabilités d'accès aux études supérieures relativement élevées.
 - ✓ En revanche, pour les enfants des classes populaires, le mode de pensée, les centres d'intérêt, le type de langage sont différents de ceux valorisés à l'école. Les enfants des classes populaires ont donc des difficultés pour réussir leur scolarité : ils doivent opérer une déculturation (abandonner leur culture d'origine) pour réussir leur acculturation (apprentissage d'une autre culture). Les familles ouvrières ont, selon Bourdieu, intériorisé même si elles ne les connaissent pas, les forts risques d'échec de leurs enfants qui cherchent à accéder à l'enseignement supérieur. Les parents ne sont pas alors incités à valoriser une poursuite longue d'études, craignant les déceptions futures.
 - ✓ L'Ecole est donc responsable des inégalités scolaires. L'Ecole n'est pas neutre : en véhiculant la culture légitime développée par les classes supérieures, elle favorise les enfants des classes supérieures au détriment des enfants des classes populaires. **Il y a sur-sélection : un traitement inégal opéré par l'école et la société qui sanctionne plus fortement les enfants issus de milieu défavorisés, par exemple en ne leur accordant pas les mêmes chances qu'aux enfants issus des classes supérieures.** L'Ecole n'est donc pas méritocratique, puisque elle occupe une place essentielle dans le système de reproduction ; le rôle de l'école est donc de transformer selon P.Bourdieu «ceux qui héritent en ceux qui méritent»
 - Le capital social a aussi un rôle.
 - ✓ Celui-ci favorise par exemple l'insertion des enfants dans des écoles privées dont le recrutement est basé sur la cooptation ou dans le milieu professionnel (appartenance au bottin modain, piston, ...)
 - ✓ L'inflation des diplômes renforce le rôle du capital social dans la transformation du diplôme en emploi. Selon J.C.Passeron, toute dévaluation réévalue les valeurs qui lui échappent. Ainsi, en période d'inflation universitaire, la baisse du rendement professionnel du diplôme est inégalement sévère selon les caractéristiques sociales du porteur d'un titre scolaire. Quand les diplômes deviennent de moins en moins rares, la sélection ne se fait plus uniquement sur les compétences scolaires mais sur des éléments extrascolaires : le capital social (les relations, le piston), ou l'aisance à se mouvoir dans le monde (manières de tables, etc.). Ainsi, un fils d'instituteur qui accède à Polytechnique n'en tirera pas le même profit que le polytechnicien, fils de PDG.

Comment les configurations familiales contribuent-elles à la fluidité sociale et à la mobilité sociale ?

Le rôle des capitaux économique et culturel expliquent aussi comment la configuration familiale peut influencer l'accès au diplôme et à la mobilité sociale

□ On distingue plusieurs formes familiales :

● **famille nucléaire : les enfants du logement sont ceux du couple**

● **famille monoparentale : famille composée d'un seul parent et d'enfants.**

- **famille recomposée : l'enfant vit avec l'un de ses parents et un nouveau conjoint**
- **familles nombreuses : au moins 3 enfants.**

- La forme familiale a un impact sur l'accès au diplôme et à la possibilité de mobilité sociale :
- La séparation et le développement d'une famille monoparentale :
 - entraînent une réduction des ressources, ce qui peut limiter l'accès aux études supérieures (cf rôle du capital économique dans la partie précédente)
 - peuvent alors modifier la socialisation et les comportements : difficultés relationnelles ou encore moindre implication parentale (cf rôle du capital culturel dans la partie précédente).
 - Le nombre d'enfants par famille est également une variable importante de la réussite scolaire. En effet, quelle que soit l'origine sociale, chez les familles nombreuses les trajectoires ascendantes sont plus rares que dans les autres familles. Il est notamment plus aisé de mobiliser des ressources économiques pour une fratrie plus réduite (frais d'inscriptions, interactions familiales, bureau, équipement numérique, chambre individuelle, cours particuliers, aide aux devoirs) (cf rôle du capital économique dans la partie précédente)

Les ressources ne sont donc pas les mêmes suivant les configurations de la famille. Les familles monoparentales et les familles nombreuses sont celles qui ont le moins de ressources économiques. Cela influence le devenir scolaire des enfants et leurs trajectoires possibles de mobilité sociale.